



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 31 mars 2009 — N° 13

Dix heures

Président de l'Assemblée nationale :
M. Yvon Vallières

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **26 mars 2009**, sur la motion de la ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions de censure suivantes :

Du député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget 2009-2010 sans plan de relance pour limiter les effets de la crise économique sur le Québec, notamment l'absence de mesures majeures pour contrer le décrochage scolaire, pour financer adéquatement l'éducation postsecondaire, pour accroître la productivité des entreprises et minimiser le nombre des pertes d'emplois et pour venir en aide aux particuliers à revenu modeste.

Du député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour la présentation d'un budget qui aura des effets totalement contraires à la révolution du développement durable annoncée par le premier ministre il y a à peine deux semaines.

Du député de Richelieu :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre ainsi que la présidente du Conseil du trésor pour leur mauvaise gestion des dépenses publiques avant la crise qui a conduit à un déficit structurel de près de 4 milliards de dollars et qui nous annoncent des coupures majeures dans les services aux citoyens pour les prochaines années ainsi que des hausses radicales de tarifs.

De la chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre du Québec pour avoir plongé les Québécois en campagne électorale au moment où éclatait une grave crise économique sans dresser de portrait des finances publiques et de l'état de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Du député de Gouin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour n'avoir pris aucun engagement quant à la création des 15 000 places en services de garde subventionnées promises lors de la dernière campagne électorale.

- 2) Reprise du débat, ajourné le **19 mars 2009**, sur le discours d'ouverture prononcé par le premier ministre le 10 mars 2009,

Et sur les motions de censure suivantes :

De la chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre pour son incapacité à exercer le leadership auquel s'attendent les Québécois dans le dossier des pertes historiques de la Caisse de dépôt et placement du Québec et pour son refus de permettre la comparution de la ministre des Finances, de qui relève la responsabilité de la Caisse.

De la députée de Lotbinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son manque de vision et son absence de stratégie pour permettre aux Québécois de sortir plus forts de la crise économique qui sévit actuellement.

Du député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son entêtement à poursuivre les projets de partenariat public-privé inefficaces et plus coûteux pour les contribuables, plus particulièrement les projets du CHUM, de L'Hôtel-Dieu de Québec, de la salle des spectacles de l'OSM et de l'échangeur Turcot.

Du député d'Ungava :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral qui fait preuve d'improvisation dans la mise en place d'un plan de développement du Nord québécois sans impliquer dans sa préparation les populations nord-québécoises.

Du député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement du Parti libéral pour avoir abandonné les objectifs visant à éliminer l'attente à l'urgence.

Du député de Richelieu :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son entêtement idéologique à poursuivre la réalisation du CHUM en mode PPP plutôt qu'en mode conventionnel.

Du député de Lac-Saint-Jean :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incapacité à obtenir des résultats dans les multiples litiges qui l'opposent au gouvernement fédéral, tels que le financement pour l'éducation postsecondaire, la conclusion d'ententes dans le cadre du Fonds Chantiers Canada, le conflit de juridiction pour l'exploration pétrolière et gazière dans le golfe du Saint-Laurent, le financement des mesures pour les gens qui ne sont pas éligibles à l'assurance-emploi et la compensation financière pour la crise du verglas.

Du député de Borduas :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son absence de volonté réelle de réduire le décrochage scolaire et son non-respect de l'engagement pris lors du discours d'ouverture 2003.

De la députée d'Iberville :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour sa gestion chaotique de la crise de la listériose et pour l'absence de mesures concrètes d'aide aux producteurs artisans pour remédier à cette situation dans le discours inaugural du premier ministre.

Du député de Verchères :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre et son gouvernement pour leur manque de vision pour l'avenir du Québec, lequel se traduit notamment par le fait que le discours inaugural était totalement silencieux quant à d'éventuelles mesures en matière de transports collectifs et par un plan de relance économique s'appuyant essentiellement sur des investissements somme toute modestes dans les infrastructures routières et ne prévoyant aucune mesure additionnelle en transports collectifs.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 2
Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1^{er} juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires
Présenté par le ministre du Revenu le **17 mars 2009**
- 4) Projet de loi n° 3
Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type
Présenté par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles le **11 mars 2009**
- 5) Projet de loi n° 4
Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité et modifiant la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **12 mars 2009**
- 6) Projet de loi n° 6
Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants des aînés
Présenté par la ministre responsable des Aînés le **11 mars 2009**
- 7) Projet de loi n° 7
Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants
Présenté par le ministre de la Famille le **11 mars 2009**
- 8) Projet de loi n° 8
Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Finances le **11 mars 2009**

9) Projet de loi n° 10
Loi modifiant la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la
Condition féminine le **17 mars 2009**

10) Projet de loi n° 11
Loi modifiant les lois constitutives de Capital régional et coopératif
Desjardins, de Fondation et du Fonds de solidarité des travailleurs du
Québec (F.T.Q.)
Présenté par la ministre des Finances le **25 mars 2009**

11) Projet de loi n° 13
Loi sur l'Institut national des mines
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **24 mars 2009**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

12) Projet de loi n° 14
Loi prolongeant le mandat des membres des conseils d'administration des
établissements publics de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **11 mars 2009**

13) Projet de loi n° 15
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur les cours
municipales concernant la sécurité dans les tribunaux judiciaires
Présenté par la ministre de la Justice le **12 mars 2009**

14) Projet de loi n° 16
Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le
18 mars 2009

15) Projet de loi n° 17
Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse et modifiant diverses
dispositions législatives
Présenté par le ministre des Relations internationales le **12 mars 2009**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 16) Projet de loi n° 18
Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec
Présenté par la ministre de la Justice le **17 mars 2009**
- 17) Projet de loi n° 20
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur le ministère de la Justice
Présenté par la ministre de la Justice le **12 mars 2009**
- 18) Projet de loi n° 21
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines
Présenté par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles le **24 mars 2009**
- 19) Projet de loi n° 22
Loi concernant la gouvernance de la Régie des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **17 mars 2009**
- 20) Projet de loi n° 24
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **12 mars 2009**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 21) Projet de loi n° 25
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale
Présenté par le ministre du Travail le **12 mars 2009**
- 22) Projet de loi n° 27
Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **18 mars 2009**
- 23) Projet de loi n° 28
Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **25 mars 2009**

- 24) Projet de loi n° 30
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route
Présenté par le ministre délégué aux Transports le **25 mars 2009**
- 25) Projet de loi n° 34
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les centres médicaux spécialisés et les laboratoires d'imagerie médicale générale
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **24 mars 2009**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 26) Projet de loi n° 190
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**
- 27) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 28) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Ville de Malartic
Présenté par le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **17 mars 2009**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

29) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Ville de Boucherville
Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **12 mars 2009**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

30) Projet de loi n° 202
Loi concernant la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada
Présenté par la députée de Gatineau le **25 mars 2009**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

31) 26 mars 2009
Motion du ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, signée à Québec le 17 octobre 2008.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 5 avril 2009.

V. Crédits budgétaires

32) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2010 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 19 mars 2009 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes compétentes le **24 mars 2009**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

[COMMISSION DES INSTITUTIONS](#)

[COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES](#)

Mandat de l'Assemblée

-Auditions publiques relatives aux résultats de la Caisse de dépôt et placement du Québec (mandat confié le 12 mars 2009).

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 202**, Loi concernant la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada (mandat confié le 25 mars 2009).

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Projet de loi n° 6**, Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants des aînés (mandat confié le 17 mars 2009).
- Projet de loi n° 7**, Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants (mandat confié le 19 mars 2009).

Mandat d'initiative

- L'itinérance au Québec.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Projet de loi n° 25**, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale (mandat confié le 18 mars 2009).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Projet de loi n° 4**, Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité et modifiant la Loi sur les produits alimentaires (mandat confié le 25 mars 2009).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Ville de Malartic (mandat confié le 17 mars 2009).

-Projet de loi n° 201, Loi concernant la Ville de Boucherville (mandat confié le 12 mars 2009).

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

Mandat réglementaire

Interpellation :

-Du député de Borduas à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur le sujet suivant : *Le décrochage scolaire au Québec* (avis donné le 26 mars 2009).

COMMISSION DE LA CULTURE

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

a) 26 mars 2009

Loi concernant le Musée national des beaux-arts du Québec et la Fabrique de la paroisse de Saint-Dominique de Québec – *député de Montmorency*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives – *ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine*.

bb) Loi concernant la Ville de Brownsburg-Chatham – *députée de Pontiac*.